

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/M/35

17 mai 1999

(99-1988)

Conseil du commerce des services

RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LE 26 AVRIL 1999

Note du Secrétariat

1. Le Conseil du commerce des services a tenu une réunion le 26 avril 1999. L'ordre du jour de la réunion figure dans les aérogrammes WTO/AIR/1061 et WTO/AIR/1061/Corr.1. Aucun point n'a été soulevé au titre des "Autres questions".

A. COMMERCE ÉLECTRONIQUE – MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ADOPTÉ PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL

2. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion des 22 et 23 mars 1999, le Conseil avait achevé le premier cycle de discussions sur les points du programme de travail adopté par le Conseil général. Le Conseil avait aussi présenté un rapport intérimaire sur le commerce électronique au Conseil général (S/C/8). Le Président a proposé que le Conseil poursuive la mise en œuvre du programme de travail en s'attachant à cinq des dix points qui, selon le rapport intérimaire, nécessitaient un travail plus approfondi. Les cinq autres points seraient repris à la prochaine réunion au mois de mai.

3. Le représentant des États-Unis a suggéré qu'il n'était plus nécessaire que les débats aient lieu sur le mode informel et que le Conseil devrait poursuivre sur un mode formel, afin en outre de permettre que les débats soient dûment consignés dans le rapport de la réunion. Il a de plus souligné qu'étant donné que certains délégués venaient de loin pour participer au débat sur le commerce électronique, il aurait été souhaitable de consacrer plus de temps au débat sur ce sujet afin de justifier la présence des experts de ce secteur.

4. Les représentants des Communautés européennes et du Japon ont estimé eux aussi qu'il était opportun que les discussions sur le commerce électronique se tiennent dans un cadre formel. Le représentant des Communautés européennes a souligné que, au fur et à mesure de la progression du programme de travail, il était important d'éviter de répéter les discussions qui avaient eu lieu dans le cadre de la première partie du programme de travail et que, à la fin de la discussion sur chaque point, le Conseil devrait noter si un consensus s'était dégagé ou si des discussions supplémentaires étaient nécessaires. En l'absence de consensus, le Conseil devrait donner des lignes directrices pour les discussions ultérieures. Le représentant du Canada a déclaré que sa délégation estimait que les travaux devraient maintenant quitter l'étape d'"accord émergent" et s'attacher aux questions pour lesquelles il fallait "parvenir à un consensus". Il a ajouté que le Conseil devrait en outre rapidement traiter les questions pour lesquelles, selon le rapport intérimaire, "une concordance de vue semblait émerger" et pour lesquelles une discussion formelle aurait été utile.

5. Plusieurs délégations, y compris celles de l'Argentine, du Brésil, de l'Inde et de l'Indonésie, ont fait part de leur préférence pour un cadre informel, car cela leur permettrait de participer de façon plus active. Certains ont de plus fait remarquer qu'il aurait été nécessaire de savoir à l'avance si les discussions allaient se tenir dans un cadre formel et que, cette fois-ci, les instructions qu'ils avaient reçues de leur capitale concernaient une discussion informelle. Deux délégations ont en outre noté

qu'il était souhaitable de poursuivre les discussions de façon informelle, étant donné que le Conseil général n'avait pas encore effectué l'examen intérimaire, qui devrait fournir aux organes subsidiaires des indications pour les travaux futurs.

6. Le Président a proposé que pour cette réunion du Conseil, les discussions aient lieu sur un mode informel, comme lors des précédentes réunions, étant entendu qu'un résumé établi par le Président serait consigné. Cela était nécessaire car plusieurs délégations s'attendaient, et c'était légitime, à ce que les discussions aient aussi lieu dans un cadre informel à cette réunion du Conseil. Il a en outre proposé que, à compter de la prochaine réunion, les discussions se tiennent sur un mode formel.

7. En se fondant sur la réunion informelle, le Président a fourni le résumé ci-après, dont il prenait l'entière responsabilité.

Distinction entre les modes 1 et 2

8. Les Membres ont noté que la distinction actuelle entre les modes 1 et 2 posait des problèmes particuliers pour la fourniture de services par voie électronique et qu'il fallait travailler dans ce domaine afin de garantir la sécurité juridique des engagements. Une délégation a noté qu'il était important de travailler sur la distinction entre les modes 1 et 2 afin de clarifier la portée des engagements et a suggéré que le Conseil s'attache principalement à trouver la solution qui permettrait une plus grande libéralisation des échanges, cela afin d'encourager le progrès technologique et la croissance économique dans ce domaine. D'autres délégations ont insisté sur l'importance de garantir la sécurité juridique en établissant si une transaction relevait d'un engagement dans le cadre du mode 1 ou du mode 2. Il a été noté que dans les négociations du Cycle d'Uruguay et dans les négociations sectorielles ultérieures, moins de restrictions avaient généralement été inscrites dans les listes sous le mode 2 que sous le mode 1. Toutefois, il a été souligné qu'il était probable que de nombreux Membres n'aient pas eu à l'esprit le commerce électronique lorsqu'ils avaient pris des engagements dans le cadre du mode 2. Parmi les suggestions visant à éviter ou à réduire l'incertitude au minimum figurait la possibilité de faire fusionner les modes 1 et 2 en un mode unique couvrant toutes les transactions entre une juridiction et une autre; ou bien, le problème disparaîtrait si les Membres s'assuraient que leurs engagements dans chacun des deux modes étaient le pendant l'un de l'autre, car l'incertitude juridique ne pouvait apparaître que lorsque les niveaux d'engagement variaient selon les modes. Il a été suggéré que l'accès à un site Web étranger pourrait être considéré dans tous les cas comme entrant dans le mode 2, mais certains ont estimé que c'était là une approche trop simpliste.

9. La plupart des délégations ont jugé utile la suggestion faite dans la note du Secrétariat (S/C/W/68) selon laquelle, pour des raisons pratiques, et afin d'assurer la compatibilité d'une mesure avec les engagements d'un Membre, la question essentielle était de savoir qui était touché par la mesure – le fournisseur étranger ou le consommateur national. Toutefois, on a fait remarquer que la définition des modes dans l'AGCS était liée au lieu où le service était fourni, le mode 1 s'appliquant lorsque le service était consommé sur le territoire du Membre qui avait pris des engagements, et le mode 2 lorsque le service était consommé hors de ce territoire. Bien entendu, il était difficile de mettre en pratique cette définition car il fallait définir le lieu où une transaction électronique se produisait (bien que l'on ait fait observer que la même difficulté existait en matière d'appels téléphoniques internationaux).

10. La possibilité d'un lien entre les modes de fourniture et le for juridique de la transaction a été discutée. Il a été suggéré qu'il existait un parallèle significatif entre ces deux questions et que la question du for juridique pouvait être utile dans le cadre du programme de travail et de la distinction entre les modes 1 et 2 établie dans l'AGCS. La détermination de la loi applicable à la transaction pouvait être un critère permettant de déterminer le mode de fourniture approprié conformément à

l'AGCS: si c'était la loi du pays du fournisseur qui s'appliquait, l'on pouvait faire valoir que la transaction entrait dans le cadre du mode 2. Toutefois, certaines délégations ont fait valoir qu'il n'existait pas de relation entre le territoire où la transaction avait lieu aux fins de l'AGCS et le for juridique en droit international privé et que ce dernier ne relevait pas de la compétence actuelle de l'AGCS et ni de l'OMC. De l'avis de certaines délégations, le débat sur la distinction entre les modes 1 et 2 risquait de devenir trop abstrait et il serait alors difficile de parvenir à une solution générale; il serait donc peut-être plus productif de régler ce problème au cas par cas.

Classification et inscription dans les listes de nouveaux services

11. De l'avis général, le nombre de services véritablement nouveaux dans le commerce électronique était probablement très limité: les services de certification et d'authentification ont été mentionnés comme exemples possibles de nouveaux services apparus dans le domaine du commerce électronique et pour lesquels il faudrait trouver une place dans le système de classification. L'ensemble des participants ont convenu qu'un service ne devenait pas "nouveau" simplement parce qu'il était fourni par voie électronique. De toute façon, tous les services, qu'ils soient "nouveaux" ou non, étaient couverts par l'AGCS. Il a été convenu qu'il était nécessaire de travailler sur la classification dans ce domaine et que cela pourrait faire partie de la prochaine révision de la Classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120). Une fois encore, certaines délégations ont souligné que la question de nouveaux services ne pouvait apparaître que lorsque la transaction en question n'avait pas d'équivalent non électronique et que pour tous les services existants la classification normale serait applicable: le principe de neutralité technologique signifiait qu'aucun service existant ne pouvait être considéré comme nouveau du simple fait qu'il était fourni par voie électronique.

Classification et inscription dans les listes des services d'accès à Internet

12. S'agissant de la classification et de l'inscription dans les listes des services d'accès à Internet, tous les participants étaient d'accord pour penser que les services d'accès à Internet faisaient partie des services de télécommunication. Plusieurs délégations ont rappelé que la plupart des services de télécommunication étaient déjà couverts par de nombreuses listes annexées à l'AGCS. Un certain nombre de délégations ont de plus fait observer qu'elles n'avaient pas pu identifier de nouveaux services dans ce domaine, à l'exception peut-être des services d'authentification.

13. Toutefois, des questions se posaient quant à savoir à quel endroit placer dans les listes des Membres les services d'accès à Internet et, si ceux-ci étaient considérés comme des télécommunications, s'il s'agissait de services de télécommunication de base ou à valeur ajoutée. Une délégation a suggéré que bien qu'il soit possible de considérer qu'un fournisseur de services Internet offrait l'accès à un réseau de transmission de données à commutation par paquets, les services d'accès à Internet s'apparentaient plus en réalité à des télécommunications à valeur ajoutée. Une autre délégation a suggéré qu'Internet ressemblait beaucoup à un réseau de télécommunication de base. Il a été remarqué que des engagements concernant les services d'accès à Internet existaient déjà dans de nombreuses listes, bien que différentes approches aient été adoptées pour leur inscription. C'est ainsi qu'un certain nombre de Membres avaient explicitement fait référence aux services d'accès à Internet ou au numéro de la CPC correspondant aux "services intégrés de télécommunication" (CPC 75260), alors que beaucoup d'autres avaient intentionnellement fait figurer ces services dans leurs engagements en matière de services de transmission de données ou de services à valeur ajoutée, étant entendu qu'ils étaient couverts en vertu du principe de neutralité technologique qui englobait toutes les technologies, y compris Internet. Cependant, il a été suggéré qu'il serait utile de clarifier la question de la classification afin que chacun sache précisément si ces services étaient couverts ou non par les listes, et dans quelle mesure. Une autre délégation a fait observer que le fait qu'une liste puisse indiquer ou sous-entendre des engagements en matière de services d'accès à Internet de différentes façons pouvait provoquer une grande confusion et a estimé qu'il serait utile d'étudier les intentions des

Membres au moment où ils avaient pris les engagements. Le soutien général dont bénéficiait le concept de neutralité technologique ne signifiait pas qu'il faille préjuger des engagements pris dans les listes ou en faire une interprétation plus large que l'intention initiale du Membre. Il a été suggéré qu'il faudrait élaborer des lignes directrices afin de garantir la clarté à cet égard et de pouvoir faire progresser la libéralisation des échanges.

Clarification de la portée de l'annexe sur les télécommunications en relation avec les services d'accès à Internet

14. Au cours de la discussion sur la question de savoir si les obligations découlant de l'Annexe sur les télécommunications s'appliquaient aux services d'accès à Internet, l'avis a été exprimé que lorsque des engagements en matière de services d'accès à Internet figuraient dans la liste d'un Membre, ce dernier devait alors garantir aux fournisseurs d'accès à Internet l'accès aux réseaux et services publics de transport des télécommunications, à l'instar des autres services nécessitant l'accès à des réseaux publics. Toutefois, on s'est demandé si Internet pouvait être en soi considéré comme appartenant aux réseaux et services publics de transport des télécommunications, son accès devant alors être garanti au titre de l'Annexe. Une délégation a estimé que bien qu'il s'agisse d'une infrastructure importante, on pouvait difficilement concevoir Internet comme une infrastructure de télécommunication de base, entrant donc dans le cadre des réseaux et services publics de transport des télécommunications; de plus, étant donné que les services Internet étaient fréquemment fournis sur une base concurrentielle, était-il nécessaire d'appliquer à l'accès à Internet les garanties de l'Annexe? Il a été suggéré que la question centrale, pour savoir si la fourniture d'accès Internet entraînait ou non dans le cadre des réseaux et services publics de transport des télécommunications, tels que définis par l'Annexe, était de savoir s'il s'agissait d'un service de base ou d'un service à valeur ajoutée. Il a été noté que la question du champ d'application de l'Annexe n'était pas uniquement une question de politique mais aussi une question technique. Il a de plus été suggéré que les Membres ne devraient pas donner une interprétation plus large du champ d'application de l'Annexe que celle initialement prévue.

15. Une autre délégation a observé que considérer la fourniture d'accès à Internet comme des services que les gouvernements "oblige[nt] [...] à offrir au public en général" pourrait élargir la définition faite dans l'Annexe du terme "public" et a convenu que, dans la mesure où la concurrence s'exerçait dans la fourniture des services, il serait moins nécessaire d'imposer des prescriptions en matière de services publics – un facteur qui aurait de plus larges conséquences pour l'application de l'Annexe.

16. Toutefois, une autre délégation estimait qu'étant donné qu'Internet était un réseau ouvert géré par une organisation privée quasi-réglementaire, il était très proche d'un réseau public de télécommunications tel que défini dans l'Annexe. Par conséquent, même lorsque les Membres n'avaient pas pris d'engagements en matière de télécommunications, l'Annexe sur les télécommunication supposerait l'obligation de fournir l'accès à Internet. Une autre délégation était d'accord pour penser que tant l'Annexe sur les télécommunications que le Document de référence s'appliquaient aux services d'accès à Internet, bien qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'examiner séparément le transport et le contenu des transmissions. À cet égard, une délégation a suggéré que l'étude du paragraphe 2 c) de l'Annexe sur les télécommunications pourrait apporter des éclaircissements utiles quant à sa portée prévue.

Applicabilité des principes du Document de référence sur les télécommunications de base au commerce électronique

17. Au cours de la discussion sur cette question, il a été remarqué que le Document de référence sur les télécommunications avait répondu à certaines spécificités du secteur des télécommunications, et notamment la prépondérance des fournisseurs dominants. On s'est demandé quelles

caractéristiques du commerce électronique posaient des problèmes similaires. Selon une autre délégation, pour pouvoir décider si les principes du Document de référence étaient applicables, il faudrait tout d'abord, comme dans le cas de l'Annexe sur les télécommunications, décider si la fourniture d'accès à Internet constituait un service de télécommunication de base. Dans la négative, le Document de référence ne s'appliquerait pas. Toutefois, une autre délégation a suggéré que, étant donné que les services d'accès à Internet étaient des services de télécommunication, les engagements du Document de référence s'appliquaient comme à tout autre service de télécommunication; cela signifiait notamment que les fournisseurs d'accès à Internet ne pouvaient pas avoir recours à des pratiques anticoncurrentielles. On a de plus fait remarquer que de nombreux Membres n'avaient pas pris d'engagements au titre du Document de référence.

B. ÉLABORATION DE DISCIPLINES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE VI:4 DE L'AGCS

18. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion le Conseil avait discuté de la façon de mener à bien les travaux futurs sur l'élaboration de disciplines, conformément au paragraphe 4 de l'article VI de l'AGCS. Le Secrétariat avait préparé deux notes. La première, dans le document S/C/W/97, récapitulait les travaux sur la réglementation intérieure entrepris tant à l'OMC que dans d'autres organisations internationales. Ce document comprenait en outre des renseignements sur la réglementation intérieure contenus dans les notes préparées par le Secrétariat dans le cadre de l'échange de renseignements. La seconde note, présentée sous couvert du document S/C/W/96, donnait une vue d'ensemble de certaines questions que les Membres pourraient vouloir envisager dans le cadre de l'élaboration de disciplines sur la réglementation intérieure. À la précédente réunion du Conseil, les délégations avaient fait des observations préliminaires sur ces deux documents. Cependant, à cette réunion du Conseil, les délégations se sont attachées aux aspects liés à l'organisation du programme au titre de l'article VI:4.

19. S'agissant de l'organisation, le Président a déclaré que le principal problème était celui du recoupement des deux mandats, à savoir le paragraphe 4 de l'article VI lui-même, au titre duquel le Conseil devait élaborer des disciplines sur la réglementation intérieure dans tous les secteurs des services, et la Décision sur les services professionnels au titre de laquelle le Groupe de travail des services professionnels devait remplir la même tâche en ce qui concernait les services professionnels. Bien que la discussion à la précédente réunion du Conseil ait progressé dans une direction relativement claire, elle n'avait pas permis d'aboutir à une décision et il avait été convenu de tenir des consultations informelles. Le 19 avril 1999, le Conseil avait tenu une réunion informelle au cours de laquelle une préférence nette s'était dégagée en faveur de l'établissement d'un nouvel organe subsidiaire qui aurait pour tâche de mener à bien tous les travaux envisagés au titre de l'article VI, y compris les travaux du Groupe de travail des services professionnels. Au cours de la discussion, les participants ont, de manière générale, été d'avis qu'il fallait accorder la priorité à l'élaboration de disciplines horizontales applicables à tous les secteurs des services, tout en conservant la possibilité d'élaborer des disciplines supplémentaires applicables à des secteurs spécifiques ou à des groupes de secteurs. Le Président avait demandé au Secrétariat de préparer un projet de décision du Conseil reflétant ces éléments, projet qui avait été distribué à la réunion informelle. Sur la base des observations des délégations, le Secrétariat a présenté un projet de décision révisé, daté du 26 avril 1999, et l'a soumis à l'examen du Conseil en vue de son adoption.

20. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité du projet de décision et a suggéré d'étendre le mandat du groupe de travail afin de couvrir tous les aspects de la réglementation. Il a fait valoir que ceci n'était pas prématuré, étant donné que les questions liées à la réglementation intérieure allaient jouer un rôle de premier plan dans le prochain cycle de négociations sur les services. Il a de plus souligné que le nouveau groupe de travail remplirait tout d'abord son mandat au niveau horizontal puis s'attacherait ensuite à travailler dans les secteurs. Les délégations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis, ont appuyé la suggestion des Communautés européennes concernant un élargissement du mandat du nouveau groupe de travail. Plusieurs autres délégations, y

compris l'Inde et le Brésil, ont déclaré qu'elles n'avaient pas d'instructions concernant des changements quant au fond de la décision, comme l'élargissement du mandat du groupe de travail, et on fait remarquer que si une décision devait être adoptée à cette réunion, elles ne pourraient accepter un élargissement de ce mandat. Toutefois, certaines des délégations qui appuyaient l'élargissement du mandat ont noté que s'il s'avérait trop difficile de parvenir à un consensus à cet égard pour le moment, cela n'excluait pas la possibilité d'y parvenir ultérieurement. Certaines délégations, y compris l'Inde, la Pologne et l'Uruguay, ont fait remarquer qu'elles avaient cru comprendre que le groupe de travail établi par la décision élaborerait des disciplines applicables uniquement à des secteurs pour lesquels des engagements spécifiques avaient été pris. La délégation de Hong Kong, Chine a suggéré qu'il n'était pas nécessaire de se prononcer sur une telle question, qui devrait être reprise par le Groupe de travail dans le cadre de ses travaux, comme cela avait été le cas pour le groupe de travail des services professionnels avec les services comptables. Il était bien évident que la décision ne préjugait en aucun cas de l'issue des débats sur l'applicabilité des disciplines. S'agissant du projet de décision établissant le Groupe de travail de la réglementation intérieure, le représentant de la Hongrie a déclaré que sa délégation avait cru comprendre qu'elle ne préjugait et n'influait pas l'issue du débat sur la conditionnalité des disciplines au titre de l'article VI:4 et que sa délégation estimait que ces disciplines devraient uniquement s'appliquer aux secteurs pour lesquels des engagements spécifiques avaient été pris.

21. Le Président a demandé aux délégations si elles pouvaient adopter le projet de décision après que quelques modifications mineures aient été apportées au texte.

22. Il en a été ainsi décidé.

C. ÉVALUATION DU COMMERCE

23. Le Président a noté que, selon l'article XIX:3, l'évaluation du commerce devait être effectuée par le Conseil du commerce des services. Le Secrétariat avait fourni beaucoup de renseignements dans ses diverses notes, mais celles-ci ne pouvaient constituer qu'une contribution à l'évaluation et ne pouvaient la remplacer. Selon l'article XIX:3, l'évaluation doit être effectuée en se référant aux objectifs de l'Accord, y compris les objectifs liés au commerce et au développement contenus dans l'article IV:1. Toutefois, une telle évaluation est rendue difficile par différents éléments: le manque de statistiques, manque particulièrement sensible concernant les pays en développement; le manque de renseignements permettant de savoir si les engagements au titre de l'AGCS avaient effectivement amélioré les régimes commerciaux; et le fait que diverses initiatives de libéralisation, comme dans les télécommunications de base et les services financiers, avaient été négociées trop récemment pour que l'on puisse observer des conséquences économiques. Étant donné ces contraintes, l'expérience acquise par les gouvernements nationaux dans le processus de mise en œuvre s'avérait essentielle dans le cadre de l'évaluation.

24. Un représentant du Secrétariat a ajouté que le Secrétariat continuait à examiner quelles informations supplémentaires étaient disponibles, y compris les études réalisées par d'autres organisations internationales telles que la CNUCED, et pourraient aider les Membres dans l'évaluation et a encouragé les délégués à informer le Conseil de toute source de renseignements qui pourrait être utile à cet égard.

25. Les représentants de l'Uruguay, de l'Égypte, de la Suisse, de Hong Kong, Chine, du Brésil, de l'Inde et de Cuba ont invité le Secrétariat à poursuivre ses contacts avec la CNUCED qui, dans sa perspective liée au développement, pourrait disposer de renseignements pertinents pour l'évaluation du commerce. Le représentant de Hong Kong, Chine a ajouté que d'autres organisations pourraient aussi être contactées. Le représentant du Brésil a suggéré que l'on pourrait envisager de collaborer avec la CNUCED afin de voir comment les intérêts des pays en développement pourraient être mieux pris en compte dans les futurs engagements au titre de l'AGCS.

26. Le représentant de l'Égypte a noté que, si les Membres étaient effectivement plus à même d'effectuer une évaluation du commerce sur une base sectorielle, ils n'étaient pas en position de le faire de façon globale. Il a donc encouragé la poursuite de la collaboration entre les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED et s'est déclaré particulièrement intéressé par des études concernant la façon dont les pays en développement avaient bénéficié de la libéralisation au titre de l'AGCS, les problèmes qu'ils avaient rencontrés et comment ils les avaient surmontés. L'évaluation était essentielle pour élaborer des lignes directrices et des procédures pour les négociations. Le représentant de l'Inde a noté qu'il était essentiel d'évaluer quels objectifs l'AGCS avait atteints, en particulier au titre de l'article IV:1, afin d'établir le climat de confiance nécessaire pour entamer un nouveau cycle de négociations. Il a de plus enjoint les Membres à ne pas sous-estimer l'importance de l'évaluation.

27. Le représentant des Communautés européennes a noté la nécessité d'être réaliste au sujet des objectifs d'un tel exercice. Il s'est interrogé sur la nécessité d'y faire participer la CNUCED. Les travaux du Secrétariat de l'OMC constituaient une source suffisante de renseignements permettant de tirer les conclusions préliminaires concernant l'évolution du commerce des services, le rôle de l'AGCS dans celle-ci, et la façon dont la structure de l'Accord pourrait être améliorée. Il n'était pas nécessaire d'achever l'évaluation afin de pouvoir élaborer des lignes directrices et des procédures pour les négociations et l'on pouvait commencer à y travailler. L'évaluation pourrait se poursuivre une fois que plus de renseignements seraient disponibles ou que des renseignements plus spécifiques auraient été fournis au Secrétariat. À titre de conclusion préliminaire, il a noté que le déséquilibre en matière d'engagements entre les pays et les secteurs devait être corrigé. La libéralisation et la déréglementation dans de nombreux secteurs n'étaient pas le seul fait des engagements pris au titre de l'AGCS. À l'avenir, il faudrait de plus en plus de disciplines réglementaires et favorisant la concurrence.

28. Les représentants de la Suisse, de Hong Kong, Chine et des Communautés européennes ont déclaré que l'évaluation du commerce ne devrait pas être considérée comme un exercice unique, mais plutôt comme un processus continu. Tout nouveau renseignement pourrait lui donner un nouvel élan.

29. En résumant la discussion, le Président a noté que de nombreuses délégations avaient exprimé le souhait que le Secrétariat soit en contact avec d'autres organisations, et notamment la CNUCED, dans le but d'identifier les renseignements et le matériel qui pourraient être pertinents dans le cadre de l'évaluation. Il examinerait avec le Secrétariat ce qui pourrait être fait en plus. Plusieurs Membres avaient aussi noté que l'évaluation devrait être un exercice continu qui nécessitait qu'on y prête une attention soutenue. Le Président a prié instamment les délégations de mener à bien leurs propres évaluations nationales et de les intégrer dans le programme global.

D. PRÉPARATION DES NÉGOCIATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XIX – LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES POUR LES NÉGOCIATIONS

30. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion du Conseil, la délégation de la Suisse avait présenté, au titre des "Autres questions", une note concernant les négociations sur les services de l'AGCS 2000. Cette note, axée sur le contenu des prochaines négociations, mettait en lumière trois domaines de travail possibles à savoir, les engagements spécifiques, la réglementation intérieure et le fonctionnement de l'AGCS. La note suggérait aussi un certain travail de réexamen afin de garantir la cohérence juridique de l'AGCS. Outre le document présenté par la Suisse, le Japon a présenté une note informelle datée du 23 avril 1999 concernant des éléments possibles pour les lignes directrices et procédures pour les négociations.

31. Le représentant du Japon a présenté la note informelle préparée par sa délégation, note qui énonçait certains éléments qui pourraient être repris dans les lignes directrices et procédures pour les négociations, mais qui ne représentait pas la position définitive de son gouvernement. Il a fait valoir

que les lignes directrices et procédures pour les négociations devraient être simples et pas trop détaillées et qu'elles devraient inclure tous les secteurs de services ainsi que le réexamen des exemptions de l'obligation NPF et de l'Annexe sur les services de transport aérien. Certaines questions pour lesquelles des travaux étaient déjà en cours au titre de l'AGCS méritaient une attention particulière, y compris la réduction et l'élimination de toutes les exemptions de l'obligation NPF, la réglementation intérieure et les négociations sur les services de transport maritime. S'agissant des modalités des négociations, il a fait remarquer qu'une période de trois ans permettrait probablement d'obtenir des résultats et que sa délégation faisait preuve de souplesse sur la question des organes de négociation, mais qu'il aurait été souhaitable d'avoir recours aux organes existants. Il a en outre suggéré que durant les négociations les engagements concernant la libéralisation volontaire soient gelés et que l'on tienne dûment compte des dispositions relatives au traitement spécial et différencié pour les pays en développement.

32. La délégation de l'Uruguay, appuyée par le Brésil et le Mexique, a fait valoir qu'un processus était en cours au Conseil général, qui était l'organe compétent pour élaborer des lignes directrices pour les négociations et que, si le Conseil des services entreprenait de travailler dans ce domaine, il lui faudrait obtenir du Conseil général un mandat clair. Cela était aussi nécessaire afin d'éviter une duplication du travail sur cette question. D'autres délégations, y compris celles du Canada, de l'Égypte, de Hong Kong, Chine, de la Suisse et des États-Unis, ont affirmé que les rôles du Conseil général et du Conseil des services sur cette question ne s'excluaient pas mutuellement et que le Conseil des services avait un mandat à remplir au titre de l'article XIX:3. Le travail effectué par le Conseil des services sur les lignes directrices et procédures pour les négociations devrait aider le Conseil général à prendre une décision en la matière. Il était néanmoins bien évident qu'une contribution importante du Conseil des services n'empiéterait pas sur le rôle du Conseil général dans la prise de décision finale. Le représentant de la Hongrie partageait l'opinion exprimée par l'Uruguay concernant les lignes directrices et procédures pour les négociations et a avancé que le paragraphe 9 de la Déclaration ministérielle de Genève disposait clairement que le programme de travail du Conseil général comprendrait les négociations déjà prescrites à Marrakech, et que cela n'était pas incompatible avec le texte de l'article XIX de l'AGCS. Bien qu'il comprît les arguments avancés par certaines délégations affirmant que le Conseil des services pourrait et devrait peut-être participer au processus, il a souligné que la préoccupation principale de sa délégation était d'éviter de créer un processus parallèle, ce qui ne permettrait pas une utilisation optimale des ressources limitées par les délégations. Il a fait valoir que sur cette question, le Conseil général devrait disposer de tous les éléments proposés en même temps et qu'un processus uniforme devrait être créé pour élaborer des lignes directrices pour les négociations ou des plans pour tous les domaines spécifiés dans le mandat, afin que le même processus s'applique tant à l'agriculture qu'aux services.

33. Le représentant de Hong Kong, Chine a informé le Conseil que sa délégation avait elle aussi présenté une note informelle sur les lignes directrices et procédures pour les négociations et concernant les arrangements administratifs et la portée des négociations. Il a déclaré que les lignes directrices et procédures devraient être générales et englober toutes les questions qui revêtaient un intérêt pour les Membres. Il a suggéré que les lignes directrices pour les négociations soient structurées de la façon suivante: i) processus au titre de l'article XIX de l'AGCS (pour couvrir la négociation sur les engagements spécifiques); ii) processus au titre des articles IV et XXV (pour tenir compte des droits et intérêts des pays en développement); iii) processus au titre des questions relevant de l'AGCS (réglementation intérieure; reconnaissance; règles de l'AGCS; modification des listes; Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II; Annexe sur les services de transport aérien; Annexe sur les services de transport maritime).

34. Le représentant de l'Indonésie, parlant au nom de l'ANASE, a suggéré cinq éléments de base pour les lignes directrices et procédures de négociation: 1) questions relatives au cadre (y compris les problèmes de classification et de définition, la ligne de démarcation entre les articles VI, XVI et XVII ainsi que la définition de l'examen des besoins économiques); 2) réglementation intérieure

(programme de travail au titre de l'article VI:4); 3) travaux prescrits (réexamen des exemptions au titre de l'article II, négociations sur les services de transport maritime, reconnaissance et règles de l'AGCS); 4) préoccupations des pays en développement; 5) accès aux marchés (un ensemble de mesures équitables et équilibrées pour tous les Membres). Il a ajouté que les lignes directrices et procédures pour les négociations devraient en outre préciser un délai pour la fin des négociations et que l'ANASE était en faveur d'un délai de trois ou quatre ans.

35. Le représentant de la République dominicaine a déclaré qu'il ne partageait pas l'opinion de la Suisse qui, dans sa note, déclarait que l'exercice d'évaluation était achevé. S'agissant des lignes directrices et procédures pour les négociations, il a insisté sur l'importance de se conformer à l'article IV, ajoutant que cela déterminerait l'importance des engagements des pays en développement.

36. Le représentant des Communautés européennes a dit que les lignes directrices et procédures pour les négociations devraient être générales et ouvertes. Il a fait valoir que les lignes directrices devraient porter clairement sur les questions de libéralisation en suspens et que leur portée devrait être globale. Ces lignes directrices devraient en outre inclure des travaux sur les questions en suspens, telles que l'article VI et les règles de l'AGCS ainsi que la rationalisation du fonctionnement de l'Accord. Le représentant des États-Unis a déclaré que les lignes directrices et procédures pour les négociations constituaient le moyen de parvenir au but énoncé à l'article XIX, c'est-à-dire l'accès aux marchés en supprimant les restrictions au commerce. Il a ajouté que, dans le cadre des lignes directrices et procédures pour les négociations, sa délégation souhaitait que l'on explore d'autres possibilités de parvenir à la libéralisation de l'accès aux marchés, sur la base de différentes approches en matière d'établissement des listes. S'agissant de l'article IV, il a jugé important que les pays en développement définissent les secteurs qui présentaient pour eux un intérêt et que les Membres examinent le rôle de l'ouverture des marchés dans le secteur des services dans la croissance et l'intégration d'un pays dans l'économie mondiale.

37. La représentante de l'Australie s'est déclarée intéressée d'entendre les pays en développement expliquer en quoi la libéralisation dans le cadre de l'AGCS les avait aidés à atteindre leurs objectifs en matière de développement. S'agissant de la libéralisation autonome, elle a suggéré que l'on examine si la formule élaborée par le Conseil général aurait été applicable aux services. Elle a fait valoir que, pour le mode 3 (présence commerciale), il existait encore d'importantes restrictions et que la suppression de celles-ci devrait être une priorité dans le prochain cycle de négociations.

38. Le Président a fait remarquer qu'il n'y avait pas conflit entre les rôles respectifs du Conseil général et du Conseil des services. C'était au Conseil général qu'il revenait de prendre la décision finale sur les lignes directrices et procédures pour les négociations qu'il avait reçues du Conseil des services. Ce dernier était donc bien placé pour apporter sa contribution au Conseil général, sans empiéter sur l'autorité de ce dernier pour prendre les décisions en la matière. Toutefois, si le Conseil des services voulait effectivement apporter sa contribution au Conseil général, il devait le faire avant juillet 1999, ce qui ne laissait au Conseil des services que trois réunions pour achever ses travaux dans ce domaine. De plus, il a suggéré qu'après la discussion sur ce point à la prochaine réunion en mai, les Membres devraient être en mesure de demander au Secrétariat de préparer un premier projet de lignes directrices et procédures pour les négociations.

39. Le Président a suggéré que le Conseil prenne note des déclarations et revienne sur ce point à sa prochaine réunion.

40. Le Conseil en a pris note.

E. QUESTIONS SYSTÉMIQUES DÉCOULANT DE L'ARTICLE V DE L'AGCS

41. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion du Conseil, au titre des autres questions, la délégation de Hong Kong, Chine avait présenté une note sur les questions systémiques découlant de l'article V de l'AGCS, en demandant qu'elles soient inscrites à l'ordre du jour de cette réunion. La note avait été distribuée sous couvert du document S/C/W/102. De plus, Hong Kong, Chine avait présenté une note informelle, datée du 23 avril 1999, sur le même sujet et développant la note précédente. La délégation du Japon avait elle aussi présenté une note informelle datée du 23 avril 1999 intitulée "Remarques interprétatives sur l'article V:1 de l'AGCS". Le Président a invité la délégation de Hong Kong, Chine ainsi que la délégation du Japon à présenter leurs notes.

42. Le représentant de Hong Kong, Chine a présenté notamment le job n° 2361, qui développait les idées du document S/C/W/102 sur les accords d'intégration économique relatifs aux services. Cette note portait sur la relation entre la prescription selon laquelle un accord devait couvrir "un nombre substantiel de secteurs" conformément à l'article V:1 a) et la prescription selon laquelle un accord devait prévoir "l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination", conformément à l'article V:1 b), ainsi que sur l'application des conditions énoncées dans ces deux sous-paragraphes et sur l'élaboration d'éventuelles disciplines.

43. Le représentant du Japon a présenté la note informelle préparée par sa délégation et a mis en lumière deux points. Premièrement, s'agissant de la prescription concernant le "nombre substantiel de secteurs", il a noté que l'exclusion des secteurs d'infrastructure des accords d'intégration économique relatifs aux services pourrait poser un problème de compatibilité. Il partageait l'opinion de Hong Kong, Chine selon laquelle il serait peut-être nécessaire de compléter les statistiques, souvent insuffisantes, en matière de commerce par des statistiques sur les services nationaux. Deuxièmement, s'agissant du "calendrier raisonnable" pour l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination, un délai de cinq ans a été suggéré au vu du calendrier prévu pour le prochain cycle de négociations sur les services.

44. Les représentants de l'Australie, des Communautés européennes et de la Pologne se sont félicités de la discussion sur les questions relatives à l'article V. Les deux dernières délégations ont néanmoins noté qu'un tel débat ne devrait pas retarder l'analyse de ce genre d'accord par le Comité des accords commerciaux régionaux. Le représentant des Communautés européennes a ajouté que les discussions au Conseil des services devraient éviter d'avoir pour effet négatif de compromettre ou d'annuler le droit des Membres de l'OMC de conclure des accords d'intégration économique relatifs aux services.

45. Le représentant de la Corée a noté la nécessité d'améliorer l'article V. Il a demandé que des discussions aient lieu au cours du prochain cycle de négociations afin de clarifier notamment les points suivants: premièrement, toute modification des listes résultant d'un accord d'intégration économique relatif aux services ne devrait pas entraîner de nouvelles limitations; deuxièmement, les Membres devraient convenir quelles sont les obligations découlant de l'AGCS, autres que les obligations NPF, dont il serait possible de s'écarter en vertu d'un accord d'intégration économique relatif aux services; troisièmement, les prescriptions en matière de "nombre substantiel de secteurs" et "d'élimination pour l'essentiel de toute discrimination" à l'article V:1 a) et b) nécessitent des éclaircissements; et, enfin, les paragraphes 2 et 3 de l'article V devraient être clarifiés en relation avec les trois facteurs contenus dans la note de bas de page 1 se rapportant à l'article V:1 a).

46. Le représentant de l'Argentine a noté que les questions soulevées relatives à l'article V devaient faire l'objet de négociations et qu'un débat au Conseil des services n'était pas opportun. Il a de plus fait remarquer que seuls six accords étaient actuellement examinés par le Conseil des accords commerciaux régionaux. Il a ensuite fait un certain nombre d'observations sur le document présenté par Hong Kong, Chine, sous la cote S/C/W/102. Par exemple, s'agissant de la prescription en matière

de couverture d'un "nombre substantiel de secteurs", il a noté que les trois facteurs mentionnés dans la note de bas de page 1 se rapportant à l'article V devraient être examinés ensemble, qu'une approche au cas par cas devrait être adoptée et que les aspects de la mobilité de la main-d'œuvre au-delà de la portée du mode 4 seraient couverts par les dispositions de l'article *Vbis* sur les accords d'intégration des marchés du travail. S'agissant du "calendrier raisonnable", le représentant de l'Argentine a noté que l'on ne pouvait tirer aucune conclusion utile du secteur des marchandises, étant donné les différences qui existaient entre le commerce des services et celui des marchandises. Il ne lui semblait en outre pas nécessaire de clarifier la signification d'"un processus plus large d'intégration économique", ou le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement à l'article V.

47. S'agissant des travaux du Comité des accords commerciaux régionaux, le représentant de Hong Kong, Chine a noté qu'ils n'avaient pas été très fructueux, notamment à cause des problèmes d'interprétation de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS.

48. Le représentant des États-Unis a insisté sur l'importance de l'obligation de notification au titre de l'article V et s'est demandé si tous les Membres de l'OMC s'y conformaient. La délégation de l'Uruguay a réservé sa position sur ce point.

49. Le Président a suggéré que le Conseil prenne note de la discussion et revienne sur ce point à sa prochaine réunion.

F. SÉANCE D'INFORMATION DU CONSEIL SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS –
DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

50. À la précédente réunion du Conseil, il avait été convenu qu'une séance extraordinaire d'information du Conseil aurait lieu au sujet des télécommunications. Sur la base des suggestions faites par les délégations à cette réunion, le Secrétariat avait préparé un projet d'ordre du jour, qui avait été distribué durant la réunion informelle du 19 avril 1999. Suite aux suggestions faites par les délégations, le Président a proposé que la réunion extraordinaire du Conseil des services sur les télécommunications ait lieu le 25 juin 1999 dans l'après-midi. Afin de laisser aux Membres suffisamment de temps pour discuter des points figurant à l'ordre du jour, il a en outre proposé que cette réunion commence à 14 heures et finisse à 19 heures.

51. Le Conseil en a ainsi décidé.
